

Les entretiens de la BU #1 : Damien Belvèze, les BU face aux *fake news*

Damien Belvèze coordonne les [formations des étudiants](#) pour les Bibliothèques Universitaires (BU) de Rennes 1. Il est intervenu lors d'une [journée d'étude nationale consacrée à la lutte contre les fake news](#), organisée par l'ADBU, The Conversation France, le CARISM et La Croix à la BULAC le 5 juin.

Dans un entretien réalisé par Alice Lemesle, chargée de communication des BU, il revient sur la définition des fake news, le rôle des bibliothèques dans la lutte contre la désinformation et les formations proposées par les BU de l'Université de Rennes.

Bonjour Damien, peux-tu décrire ton travail pour les bibliothèques de Rennes 1 ?

Depuis septembre 2016, je suis coordinateur des formations aux usagers : j'essaye de mettre en place de manière harmonisée des formations avec mes collègues formateurs des autres BU. Comme nous traitons de la recherche et de l'évaluation de l'information, nous en sommes venus à traiter ce que nous appelons aujourd'hui les *fake news*.

Depuis quand t'intéresses-tu aux *fake news* ?

Je m'intéresse à l'évaluation de l'information depuis que je suis bibliothécaire. On proposait déjà des contenus sur ce sujet lorsque je travaillais à la bibliothèque de Rennes 2. En revanche, depuis que la lutte contre la désinformation s'appelle lutte contre les *fake news*, mot mis à la mode par Donald Trump en 2016, c'est un sujet sur lequel je me penche régulièrement. On bénéficie de cet effet un peu tendance que sont les *fake news* aujourd'hui.

Peux-tu définir les *fake news* ?

Il y a des informations inexactes ou fausses qui le sont au détriment de la personne qui les profère ou les publie. Il y a aussi toutes sortes de fausses informations volontairement falsifiées : celles qui sont produites à partir de rien, celles au contraire qui sont sorties de leur contexte, celles encore qui sont à moitié trafiquées et à moitié vraies. Il existe donc tout un spectre de fausses nouvelles.

Je me méfie de l'appellation *fake news* parce que l'on observe une rhétorique des *fake news* aujourd'hui qui proviennent des personnes qui étaient jusqu'à présent légitimes pour délivrer ces informations : les médias bien sûr, mais aussi le gouvernement qui a souvent tendance à revendiquer la vérité et qui a toute légitimité pour dire ce qui est vrai ou pas.

Donc on trouve des complotistes versus des anti-complotistes forcenés mais qui ont parfois le mode de raisonnement des complotistes. C'est pourquoi je préfère parler de fausse information ou désinformation.

J'observe d'ailleurs que dans le texte de loi, qui est à l'étude actuellement, les débats sur la définition des *fake news* sont long et très difficiles. Il n'y a pas d'accord à ce sujet. La définition qui pour l'instant est celle que l'assemblée a choisie et qui va être soumise au Sénat est très large et inquiète beaucoup de professions, dont les journalistes.

Tu es intervenu lors d'une journée d'étude consacrée à la lutte contre les *fake news* le 5 juin. Ton intervention portait sur la vigilance sur Internet et le référencement des articles de Wikipédia. Je crois d'ailleurs que tu participes aux actions régulières « [1Lib1Ref](#) », 1 bibliothécaire 1 référence.

L'encyclopédie Wikipédia tire sa légitimité de ses sources et non de ses auteurs. Les articles sont anonymes, même lorsqu'ils sont écrits par des spécialistes. Les sources sont donc très importantes, il faut qu'elles soient fiables pour que l'article lui-même puisse l'être.

En tant que bibliothécaires nous disposons de ces sources puisque nous avons, sur les serveurs de nos bibliothèques ou de nos universités, une masse d'information issues d'articles scientifiques. Nous pouvons enrichir les articles Wikipédia en citant ces articles scientifiques. C'est ce que nous faisons dans ces campagnes « 1Lib1ref » organisées par Wikipédia. Cela consiste à se réunir entre bibliothécaires et professionnels de l'information sur des articles que l'on a déterminés au préalable et sur lesquels on se sent compétents, puis à apporter des références à l'article là où il en manque.

En quoi cette action permet-elle de lutter contre la désinformation ? Vous ajoutez des sources au cours de ces actions mais pouvez-vous au contraire invalider un article ou une portion d'un article ?

La fiabilité de l'encyclopédie Wikipédia est importante dans la mesure où elle fait l'objet de tentatives de redocumentarisation très fréquentes à des fins partisans. Les gens essayent parfois de dessiner Wikipédia à leur image et de polluer de l'information qui se veut objective (c'est le principe de neutralité des fondateurs de Wikipédia) par des informations qui sont biaisées.

Il y a des dispositifs autour de Wikipédia qui permettent de se garantir en partie contre ce problème. Par conséquent on peut être amenés à intervenir sur des articles qui manifestent un biais de neutralité. Mais ce n'est pas nous, simples « wikipédiens », qui allons faire que l'article cesse d'être vandalisé par des gens qui ont l'esprit partisan. En dernier lieu ce sont les administrateurs de Wikipédia qui décident de fermer un article en édition afin qu'un débat s'installe au sujet de l'article et que l'on puisse repartir sur des bases plus saines.

Wikipédia est plutôt un gage aujourd'hui de fiabilité et de neutralité, avec les limites que j'ai dites.

Par exemple Google souhaite qu'à chaque fois que quelqu'un fait une requête dans YouTube, par exemple sur « On n'a jamais marché sur la lune », à côté des vidéos complotistes que l'on va trouver, on trouve l'article de Wikipédia qui manifeste le fait qu'effectivement l'homme a marché sur la lune. C'est un petit peu l'hommage que le vice rend à la vertu dans la mesure où YouTube n'est pas très axé sur le filtrage des informations sur sa plateforme.

Pendant cette journée sur la lutte contre la désinformation, il s'agissait spécifiquement du rôle que peuvent jouer l'information scientifique, les bibliothèques et les journalistes dans cette lutte. Quels sont les leviers d'actions que les BU peuvent utiliser ?

C'est une lutte commune à toutes les personnes qui ont une vocation à l'éducation aux médias. Cela commence avant l'université, au niveau du collège et du lycée.

Par exemple, pour le secondaire, les [CLEMI](#) (Centres pour l'éducation aux médias et à l'information) jouent un rôle remarquable. Ce sont des enseignants et des documentalistes ou autres professionnels qui ont vocation à intervenir de manière ponctuelle dans les établissements scolaires du secondaire pour enseigner les médias aux élèves.

Ce projet de loi manifeste que le gouvernement n'a pas confiance seulement dans la mission d'éducation impartie à la fois aux établissements du secondaire et du supérieur. Je le regrette, je pense qu'au contraire il faudrait axer sur ce processus éducatif.

Au niveau de l'université, nous pouvons intégrer d'avantage de contenus dans la recherche d'information et l'évaluation de l'information, c'est-à-dire dans ces TD que nous faisons déjà. Il faudrait que nous convainquions aussi les enseignants-chercheurs de nous permettre d'intervenir peut-être plus régulièrement dans certains de leurs cours pour sensibiliser les étudiants à ce problème.

D'un point de vue universitaire, liée à cette problématique des *fake news* il y a la *fake science* (science falsifiée). C'est un phénomène très préoccupant, qui tient au rythme effréné de la production scientifique mais également à certains biais partisans ou à la manière dont la science est financée parfois. Au niveau du doctorat, dont je m'occupe particulièrement, il y a beaucoup de travail à faire sur ce sujet, notamment faire comprendre ce qu'est un processus de révision par les pairs, comment peut-il être transparent, comment éviter des raccourcis néfastes pour la science et comment observer une forme d'intégrité scientifique, depuis la conception de la problématique jusqu'à la publication des résultats et des articles scientifiques.

Si je te comprends bien, les BU peuvent principalement agir via la formation assurée auprès des étudiants.

De mon point de vu, oui !

Est-ce qu'une action va être mise en place par les BU de Rennes 1 dans cette lutte contre la désinformation ? Tu as parlé des formations, y-a-t-il quelque chose qui va pouvoir être mis en place à l'horizon 2018-2019 ?

Ce que nous avons commencé à faire, c'est parler de ce problème à des enseignants qui nous confient leurs étudiants à raison de quelques heures par an et notamment pour les disciplines physique, chimie et sciences de l'ingénieur. Ceux-ci étaient partants, pour la plupart, pour que nous intégrions les théories du complot dans le cadre des quatre heures de formations qui nous sont imparties. Nous allons les faire travailler sur ce qu'est une théorie du complot. Ils vont même parfois découvrir les théories du complot, on va leur faire chercher des sites qui y portent du crédit et d'autres sites qui n'y portent aucun crédit. Cela leur permettra surtout de chercher des articles scientifiques qui soit tentent d'invalider ces théories, soit les étudient en tant que théories du complot.

Cela leur permettra de chercher de l'information de différent type, avec différents niveaux de fiabilité et aussi de les sensibiliser à qui écrit quoi, et pourquoi. On va commencer avec les disciplines scientifiques. Si cela marche, on essayera de le faire avec d'autres disciplines.

Par ailleurs nous allons continuer les [ateliers de la BU](#) sur le sujet, notamment comment authentifier une image, vérifier qu'elle n'a pas été modifiée et que la légende corresponde bien à l'image.

Et les ateliers Wikipédia évidemment, mais c'est entre professionnels, ça ne touche pas forcément les étudiants. On peut aussi organiser un atelier Wikipédia auquel on espère que les étudiants viendraient, mais on n'a pas encore trouvé le moyen de les faire venir nombreux.